POINT FORT

«Rappelons l'importance des universités pour notre avenir»

Avec le gel des négociations sur les programmes de recherche Horizon 2020 et Erasmus+, les universités seront parmi les premières à ressentir les effets du vote du 9 février. La direction de l'UNIGE réagit

A peine connue la décision du Conseil fédéral de ne pas accepter en l'état l'accord portant sur l'extension de la libre circulation à la Croatie, l'Union européenne a répliqué, le 16 février dernier, en gelant les négociations sur les programmes de recherche Horizon 2020 et sur Erasmus+. Les hautes écoles suisses seront donc parmi les premiers à ressentir les effets très concrets du vote «contre l'immigration de masse».

TROUVER DES SOLUTIONS

«Nous prenons acte de ces décisions, en nous attelant dès maintenant à en limiter le plus possible les effets négatifs, réagit Yves Flückiger, vice-recteur de l'UNIGE. Il s'agit de ne pas tomber dans la sinistrose. De ce point de vue, le message du rectorat à l'adresse de nos chercheurs, enseignants et étudiants consiste à dire: continuez à travailler comme vous le faisiez avant le 9 février, avec toute l'excellence qui a contribué à notre succès. De notre côté, nous allons œuvrer à trouver des solutions.»

Le refus d'étendre la libre circulation à la Croatie donne une première indication des mesures que pourrait prendre la Suisse. Mais face aux très nombreuses incertitudes quant à l'application du texte de l'initiative, notamment sur la question des quotas, il est prématuré de détailler les décisions que pourraient prendre les universités pour protéger leurs intérêts.

UN ENJEU STRATÉGIQUE

Yves Flückiger esquisse toutefois quelques pistes: «Nous devons commencer par faire prendre conscience aux autorités politiques du dommage qui pourrait être causé aux hautes écoles et insister sur l'importance de la place universitaire pour l'avenir de notre économie et de notre société. Grâce notamment au soutien des pouvoirs publics, les universités suisses génèrent des retombées très importantes pour le tissu économique local, sans oublier qu'elles sont les principales pourvoyeuses de l'innovation qui créera la richesse de demain.»

«Les universités sont les principales pourvoyeuses de l'innovation qui créera la richesse de demain»

Les responsables des hautes écoles suisses et du secteur de la recherche ont d'ailleurs pris position en ce sens dans un message envoyé au Conseil fédéral le 17 février. L'ampleur des montants investis par l'Union européenne dans le programme de recherche Horizon 2020, 80 milliards d'euros, donne à elle seule une idée des enjeux cruciaux que représente la recherche universitaire dans la stratégie des pays de l'Union européenne, notamment pour faire face à la concurrence des économies émergentes. Il n'est pas envisageable que la Suisse soit poussée en marge de cette évolution.

Plus concrètement, «les universités pourraient plaider auprès de la Confédération l'obtention d'une exception aux quotas, estime Yves Flückiger. Les flux migratoires engendrés par l'engagement des enseignants et des chercheurs ainsi que par l'accueil d'étudiants étrangers restent en effet relativement modestes, au regard de ceux générés par d'autres secteurs. Nous pourrions également envisager que les sommes versées actuellement par la Confédération à titre de participation aux programmes européens soient attribuées directement aux hautes écoles suisses.»

NÉGOCIER AU CAS PAR CAS

Quant à la suspension des programmes d'échanges d'étudiants Erasmus+, si elle devait se confirmer, une alternative peut être envisagée à travers les accords bilatéraux que l'UNIGE entretient et prévoit d'entretenir avec d'autres universités, en Europe et également sur d'autres continents. Dans ce cas, «l'Université de Genève devra négocier au cas par cas l'acceptation des candidats dans les universités partenaires», ajoute le vice-recteur. La Suisse a déjà vécu une situation identique le 6 décembre 1992, lors du «non» à l'adhésion à l'EEE, alors qu'elle était membre à part entière du programme Erasmus. En 1995, la Suisse n'avait pas pu non plus renouveler sa participation à Erasmus, dans le nouveau cadre de SOCRATES. Une «participation indirecte» avait alors été mise en place sur des fonds de la Confédération. Cette situation a perduré jusqu'en 2010-2011, date de la ré-adhésion au programme officiel.

La nouvelle donne pour les collaborateurs et étudiants

RECHERCHE

Les programmes de recherche de l'Union européenne (UE) en cours sont-ils affectés par le résultat du vote?
Non, tous les contrats et projets entamés sous le 7e programme-cadre restent valables sans restriction.

Les chercheurs peuvent-ils soumettre leur candidature pour des projets liés aux programmes Horizon 2020 de l'Union européenne?
Oui, ils sont encouragés à le faire. Une participation de la Suisse en tant que pays tiers est toujours possible. Dans ce cas, les participants suisses seraient financés directement par la Confédération. Selon le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation, la coordination d'un projet peut être assumée par un partenaire d'un pays tiers, mais la présence d'un partenaire issu d'un pays membre susceptible de reprendre la coordination peut être une sécurité. En accord avec les règles d'Horizon 2020, les participants suisses devraient, en outre, intégrer au minimum trois partenaires de pays membres de l'UE dans leurs projets.

Pour en savoir plus:
www.unige.ch/recherche/euresearch/

COLLABORATEURS ÉTRANGERS

Les collaborateurs étrangers actuellement sous contrat à l'UNIGE sont-ils affectés par le vote?
En aucun cas.

Faut-il en l'état renoncer à engager des collaborateurs étrangers?
Non. La Confédération a jusqu'en 2017 pour mettre en application une politique de quotas. Tant que celle-ci n'a pas été définie, aucune restriction ne s'applique quant à l'engagement.

MOBILITÉ ESTUDIANTINE

Les étudiants actuellement en cours de mobilité sont-ils affectés par l'éventuel non-renouvellement de l'accord sur Erasmus+?
Non, l'issue du vote n'a aucune incidence sur les programmes en cours, aussi bien In que Out. De même, pour les étudiants étrangers qui souhaitent faire leurs études en Suisse, la possibilité d'obtenir des visas d'étude n'est pas remise en cause par ces votations.

Les étudiants peuvent-ils actuellement s'inscrire à des programmes d'échange pour l'année prochaine (2014-2015)?
Oui, les participants suisses peuvent répondre sans restriction aux appels à proposition actuellement ouverts dans les programmes «Erasmus+», sous réserve de la conclusion d'un accord.

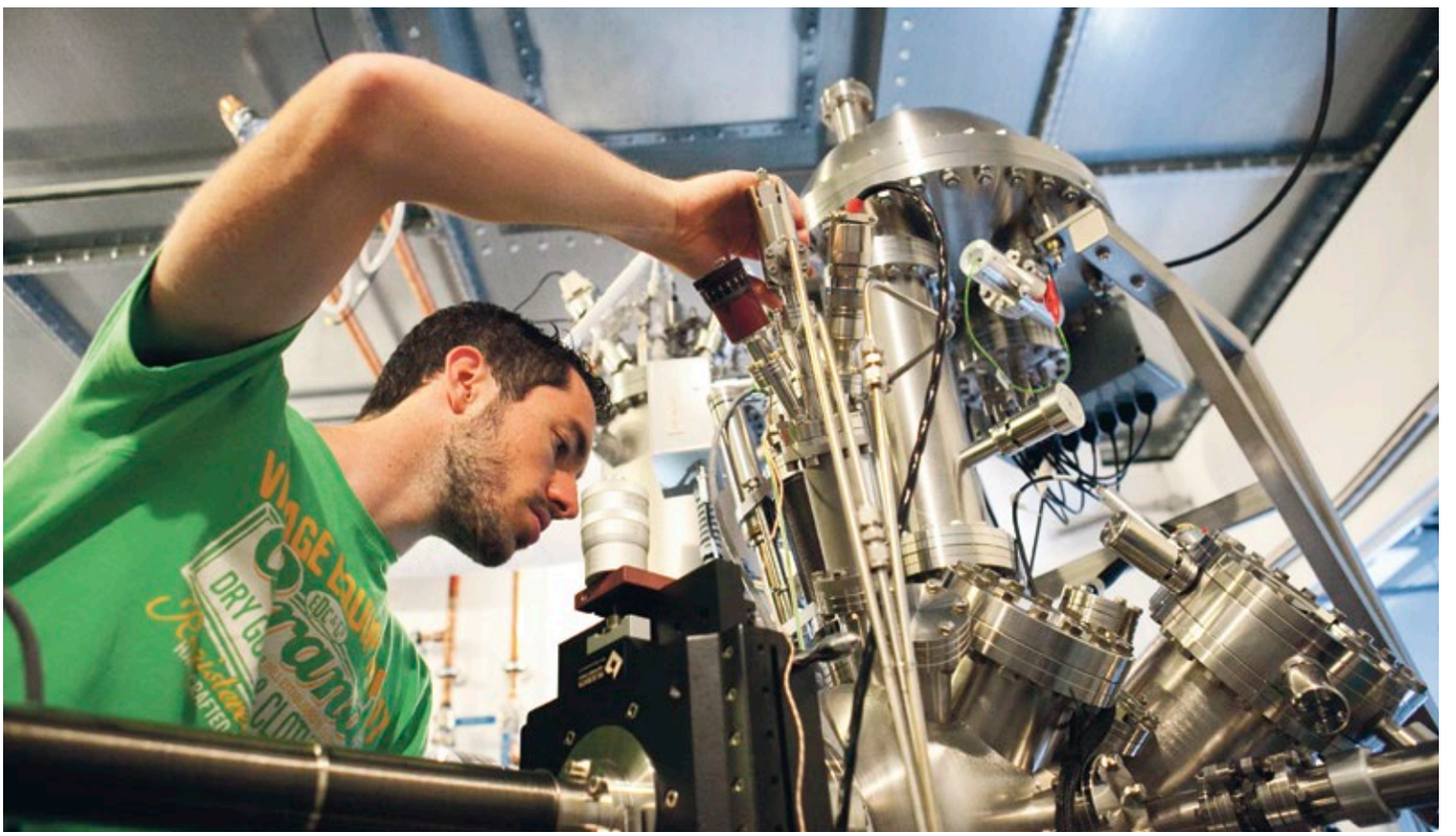

Photo: J. Erard/UNIGE

Pour les chercheurs, le temps des incertitudes

La réaction des autorités européennes au vote du 9 février (*lire ci-contre*) laisse présager un avenir incertain pour les chercheurs suisses. Professeur au Département de physique de la matière condensée (Faculté des sciences) et représentant suisse du «Graphene Flagship», Alberto Morpurgo livre son analyse.

Quel est votre sentiment au sujet de la réaction des autorités européennes?

Alberto Morpurgo: Pour commencer, je dois vous dire qu'avant la votation, je n'aurais jamais pu imaginer qu'un tel résultat pouvait sortir des urnes. Politiquement, l'annonce de la Commission européenne fait sens. Elle précise que la liberté de circulation des personnes est une exigence incontournable. En pratique, cette annonce représente un sérieux problème. Si la Suisse se trouve effectivement empêchée de participer au programme Horizon 2020, la décision aura de très forts impacts sur le travail des scientifiques et sur la recherche qui est menée en Suisse.

Quelles conséquences, justement, peut-on présager pour les chercheurs?

Pour pouvoir œuvrer de manière efficace et aboutir à une recherche d'excellence, les scientifiques doivent être intégrés dans une communauté plus grande que la seule équipe à laquelle ils appartiennent. Dans le milieu académique, on est habitué à travailler avec les meilleurs experts d'un domaine, à pouvoir engager les meilleures personnes pour un projet. La décision européenne pourrait priver les chercheurs d'une partie des connexions indispensables à leur travail. Les contraintes qui sont posées par le gel de la participation des chercheurs suisses au programme européen constituent une erreur sur le plan stratégique.

Sans parler du problème du financement…

C'est vrai, beaucoup d'argent européen alimente des recherches menées ici. On mentionne généralement qu'un quart des demandes de financement faites par des institutions suisses a une chance de décrocher un subside européen. Ce rapport, très élevé, est un signe de la qualité de la recherche helvétique. En Suisse, les conditions pour faire de la recherche sont vraiment très bonnes. Mais si on ne peut plus postuler pour des financements européens, c'est autant d'argent que nos concurrents seront heureux de recevoir.

Qu'en est-il des FET Flagship européens en cours, Graphene et le Human Brain Project?

Les deux projets ont démarré le 1er octobre dernier. Les deux premières années des projets sont dans tous les cas financées, car elles font partie du périmètre du septième programme-cadre de l'Union européenne (FP7). Par contre, le problème reste entier au-delà de cette échéance. Il faut trouver une solution rapidement, car les scientifiques et les institutions partenaires doivent savoir quels moyens ils pourront engager pour la poursuite de ces projets. Au-delà des «Flagships», ce problème touche d'autres sources de financement européen, comme les subsides ERC, lesquels permettent à de très nombreux chercheurs, jeunes comme confirmés, de financer leurs travaux ou de constituer leur équipe de recherche. On parle de montants de 2 à 3 millions d'euros par subside répartis sur plusieurs années.

Les appels à projets pour Horizon 2020 sont en train d'être lancés. Est-ce que les chercheurs suisses ont ou auront la possibilité de postuler?

Pour l'instant, nous n'avons aucune certitude à ce sujet. A Berne, le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation nous encourage à continuer de participer activement aux projets. Il faut que la situation se débloque rapidement, sans quoi la recherche scientifique en pâtira.

A-t-on suffisamment anticipé les dangers qu'une acceptation de l'initiative populaire faisait peser sur le milieu académique?

Non. Les conséquences potentielles de cette votation auraient dû être expliquées de manière plus claire et plus complète. Je suis persuadé que beaucoup de votants n'auraient pas accepté cette initiative s'ils avaient été conscients de toutes les implications sur la recherche scientifique et sur les étudiants notamment.